

Un **syndicat** qui a le droit de négocier pour les employés d'un employeur **a le droit** d'exiger que l'employeur négocie de bonne foi et fasse tous ses efforts pour parvenir à une convention collective.

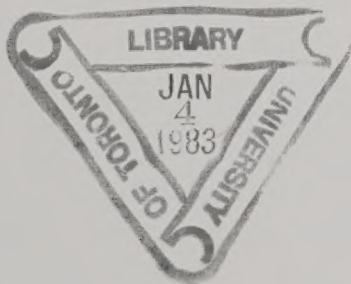
Un **syndicat a le droit** d'obtenir l'inclusion d'une disposition dans la convention collective exigeant la retenue obligatoire des cotisations.

Un **syndicat a le droit** d'exiger d'un employeur qu'il se soumette aux conditions de la convention collective qu'il a signé avec lui.

Un **syndicat** qui a le droit de négocier pour les employés d'un employeur **a le droit** d'exiger qu'il ne se lance pas dans des négociations avec des employés à titre individuel ni avec d'autres syndicats en ce qui concerne les employés pour lesquels il a le droit de négocier.

Un **syndicat**, exception faite d'un syndicat représentant les employés employés dans un hôpital, selon la définition de la *loi sur l'arbitrage des conflits de travail dans les hôpitaux*, **a le droit** d'ordonner une grève contre un employeur.

Un **syndicat a le droit** d'obtenir une déclaration établissant le maintien de son droit de négociation ou de sa convention collective avec un employeur qui a acheté une entreprise ou une partie d'une entreprise d'un employeur lié par cette convention collective ou pour les employés duquel le syndicat a le droit de négocier.



Ministère
du Travail
de l'Ontario

Commission
des relations de travail
de l'Ontario

400, av. University
Toronto (Ontario)
M7A 1T7

Téléphone
(416) 965-4151

Remarque:

Cette brochure n'est publiée qu'à titre d'information.
Pour plus de précision, se référer à la *loi sur les relations de travail*, aux règlements et aux décisions de la Commission.

CA20N
L
-Z001

Y MATERIAL

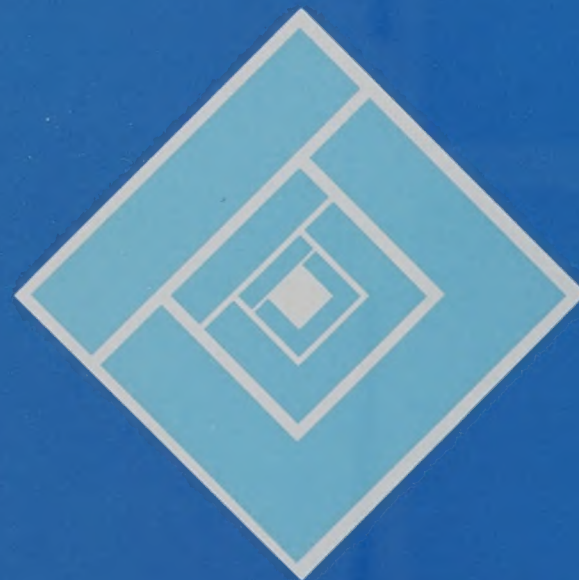
Commission
des relations de travail
de l'Ontario



3 1761 11893795 2

Loi sur les relations de travail:

Droits des employés, des employeurs et des syndicats



La *loi sur les relations de travail* de l'Ontario établit le cadre des négociations collectives pour la grande majorité des employeurs, des employés et des syndicats relevant de la province.

La *loi sur les relations de travail* ne concerne pas les employés du gouvernement fédéral ni des industries soumises aux règlements fédéraux comme les communications et les transports interprovinciaux, les stations de radio et de télévision, les élévateurs à céréales et les banques, pas plus qu'elle ne concerne les employés des collèges communautaires et du gouvernement provincial, les pompiers et les membres des forces policières, les enseignants employés par les conseils scolaires soumis à la *loi sur l'éducation*, les domestiques employés par les particuliers et les personnes employées dans l'agriculture, la chasse et le piégeage.

Pour faciliter les négociations collectives, la *loi sur les relations de travail* reconnaît un certain nombre de droits aux employeurs, aux employés et aux syndicats. Toute action en violation de ces droits est interdite. La Commission des relations de travail créée conformément à la *loi sur les relations de travail* est un tribunal muni de l'autorité voulue pour imposer des sanctions en cas de violation.

Cette brochure a pour but d'exposer certains des principaux droits reconnus aux participants des négociations collectives. On trouvera de plus amples renseignements sur les droits reconnus par la *loi sur les relations de travail* et la protection qu'elle fournit dans la brochure de la Commission intitulée "*Pour mieux comprendre la loi sur les relations de travail*".

Quels sont les droits des employés?

Les employés ont le droit de s'inscrire à un syndicat de leur choix et de participer à ses activités.

Les employés ont le droit de s'opposer à un syndicat ou, sous réserve de la disposition concernant la sécurité syndicale de la convention collective signée avec leur employeur, de refuser de s'inscrire à un syndicat.

Les employés ont le droit de voter au scrutin secret pour ou contre un syndicat si la Commission ordonne un vote de représentation.

Les employés ont le droit de ne pas subir de discrimination ni de se voir infliger une pénalité par un employeur ou un syndicat pour le motif qu'ils exercent leurs droits en vertu de la *loi sur les relations de travail*.

Les employés ont le droit de se faire représenter par un syndicat d'une manière qui ne soit ni arbitraire, ni discriminatoire ni de mauvaise foi.

Les employés ont le droit de voter au scrutin secret lors d'un vote de grève ou d'un vote de ratification tenu par un syndicat.

Les employés ont le droit de refuser une grève illégale sans être pénalisés.

Les employés ont le droit de participer à une poursuite en vertu de la *loi sur les relations de travail* sans être pénalisés.

Les employés, exception faite de ceux qui sont employés dans les hôpitaux selon la définition de la *loi sur l'arbitrage des conflits de travail dans les hôpitaux*, **ont le droit** de participer à une grève légale et juste pour appuyer un syndicat.

Les employés commençant une grève légale **ont le droit** de reprendre leur travail à condition qu'ils fassent une demande écrite inconditionnelle à leur employeur dans les six mois suivant le début de la grève.

Les employés membres d'un syndicat **ont le droit** de recevoir, sur demande, des copies des états financiers vérifiés du syndicat, de leurs pensions, de leurs payes de vacances et des caisses ou des fonds en fiducie de prévoyance sociale.

Quels sont les droits des employeurs?

Les employeurs ont le droit d'exprimer leur opinion au sujet des syndicats, tant qu'ils n'usent pas de contrainte, d'intimidation, de menaces, de promesses ou d'influence excessives.

Les employeurs ont le droit de poursuivre leurs activités sans être soumis à des grèves illégales ou à des menaces de grèves illégales.

Les employeurs ont le droit de s'inscrire à une association d'employeurs et de participer à ses activités légales.

Les employeurs ont le droit de demander à un syndicat de ne pas s'immiscer dans la formation ou l'administration d'une association d'employeurs.

Les employeurs ont le droit de demander à un syndicat ayant le droit de négocier pour leurs employés de le faire de bonne foi et de faire tous ses efforts pour parvenir à une convention collective.

Les employeurs ont le droit de demander aux employés et à leurs syndicats d'honorer les termes des conventions collectives qu'ils ont signées avec eux.

Les employeurs, exception faite de ceux qui sont dans l'industrie de la construction, **ont le droit** de demander au ministère du Travail d'ordonner aux employés d'une unité de négociation de voter sur la question de savoir s'ils veulent accepter ou rejeter la dernière offre faite par un employeur à leur syndicat.

Les employeurs, exception faite des hôpitaux, selon la définition de la *loi sur l'arbitrage des conflits de travail dans les hôpitaux*, **ont le droit**, en certaines occasions, d'imposer un lock-out à leurs employés pour les obliger ou obliger leur syndicat à accepter les conditions d'emploi.

Quels sont les droits des syndicats?

Un syndicat a le droit d'obtenir l'appui des employés sans en être empêché par les agissements illégaux d'un employeur.

Un syndicat a le droit d'exiger qu'un employeur ne pénalise pas un employé parce qu'il a soutenu les activités légales d'un syndicat ou y a participé, ni qu'il use de discrimination envers lui.

Un syndicat a le droit de demander qu'un employeur n'intervienne pas dans son processus de formation, de sélection ni d'administration.